

# Chapitre 17

## Le changement dans la continuité

### Géographies électorales du Front national depuis 1992

Joël Gombin

#### Résumé :

La géographie électorale du FN révèle depuis le début des années 1990 de fortes continuités, en particulier du point de vue de la structure régionale de ces votes. On observe certes des évolutions significatives, qui concernent la macro-géographie aussi bien que la microgéographie de ces votes. Toutefois, le processus de changement partisan impulsé par l'arrivée de Marine Le Pen à la tête du parti en 2011 ne s'est pas traduit par des évolutions significatives, à l'exception d'une hausse importante du niveau moyen des suffrages recueillis par le Front national. On ne saurait donc parler, de ce point de vue, d'un « nouveau » FN.

Mots clés : dédiabolisation ; France périphérique ; FN ; Front national ; géographie électorale ; inégalités ; sociologie électorale ; périurbain.

Les chroniqueurs de la vie politique soulignent volontiers les changements, les évolutions, voire les ruptures, et les attribuent à l'impulsion des acteurs politiques. La géographie et les sciences sociales du vote, elles, insistent plus souvent sur les formes de continuité, d'invariance et de permanence. Dans le cas du Front national, le *storytelling* de la rupture s'est imposé sous la forme de la dédiabolisation<sup>1</sup>. Non seulement la stratégie et le leadership du parti auraient changé avec l'accession de Marine Le Pen à la tête du parti dirigé pendant quarante ans par son père ; mais, plus encore, l'identité, l'essence même de ce parti en auraient été transformées. La passe d'armes entre la présidente du Front national et son père, au printemps et à l'été 2015, qui a abouti à l'exclusion de Jean-Marie Le Pen, figurerait le point d'orgue de ce processus. Ce phénomène serait le principe explicatif des succès nouveaux rencontrés par la formation frontiste.

Sauf à se faire le relais des stratégies de communication du FN, il importe pourtant d'interroger la réalité de cette corrélation. Si l'effet « Marine Le Pen » sur le programme et les structures du FN a déjà été analysé<sup>2</sup>, son impact du point de vue de l'implantation électorale du parti l'est moins. C'est précisément cet aspect auquel ce chapitre s'intéresse. La phase « mariniste » du FN se traduit-elle par des changements significatifs dans la géographie et

<sup>1</sup> Alexandre Dézé, *Le Front national : à la conquête du pouvoir ?*, Paris, Armand Colin, 2012 ; Sylvain Crépon, *Enquête au cœur du nouveau Front national*, Paris, Nouveau Monde Éditions, mars 2012 ; Laura Garnier, *Le "Nouveau Visage" du Front national : les ressorts d'une communication politique entre "dédiabolisation" et radicalisation*, mémoire de master 1, École des hautes études en sciences de l'information et de la communication - Université Paris IV Sorbonne, 2014.

<sup>2</sup> Alexandre Dézé, *Le Front national*, op. cit. ; Sylvain Crépon, *Enquête au cœur du nouveau Front national*, op. cit. ; Alexandre Dézé, *Le « Nouveau » Front national en question*, Paris, Fondation Jean-Jaurès, Observatoire des Radicalités Politiques, 2015 ; Valérie Igounet, *Le Front national de 1972 à nos jours. Le parti, les hommes, les idées*, Paris, Seuil, 2014 ; Cécile Alduy et Stéphane Wahnich, *Marine Le Pen prise aux mots. Décryptage du nouveau discours frontiste*, Paris, Seuil, 2015.

la sociologie électorales sous-jacente de ce parti ? Ou bien les éléments de continuité l'emportent-ils ? On répondra à ces questions en trois temps. Incontestablement, le niveau moyen du soutien au FN s'est élevé au cours des dernières années, tant pour l'élection présidentielle que lors des élections intermédiaires. Pour autant, la structure macro-géographique du vote frontiste n'en a guère été modifiée dans ses grandes lignes, malgré une forme de rééquilibrage entre Nord et Sud. Quant aux structures microgéographiques du vote FN, elles ont connu de réelles évolutions sur le moyen terme.

## La hausse du niveau électoral

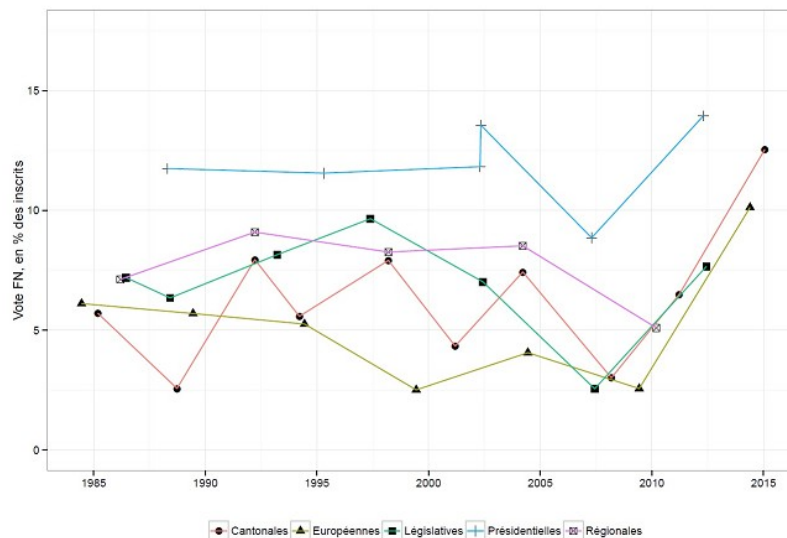
Après la scission mégrétiste de 1998-1999, une séquence marquée par une alternance de contre-performances (élections européennes de 1999, présidentielle de 2007) et de succès électoraux (présidentielle de 2002) s'ouvre pour le FN. À partir de 2010-2011, elle fait place à une période de croissance tendancielle des votes en sa faveur, tandis que, parallèlement, l'audience électorale du Front lors des élections intermédiaires s'accroît.

### *Une croissance tendancielle depuis 2011*

L'augmentation des scores obtenus par le FN s'observe dès les élections cantonales de 2011. Avec 6,4 % des inscrits (soit 15,0 % des exprimés, dans un contexte de faible participation), son résultat a plus que doublé par rapport au scrutin de 2008 (3 % des inscrits) et lui permet d'être présent au second tour dans 399 cantons, essentiellement dans le cadre de duels. Il s'agit d'une performance relative, comparée aux élections cantonales antérieures. Mais la dynamique observée est confirmée lors de la séquence électorale de 2012 : Marine Le Pen obtient 13,9 % des inscrits au scrutin présidentiel (17,9 % des exprimés), soit le score le plus élevé obtenu par un candidat frontiste lors de cette élection majeure, environ 25 % au-delà de l'étiage observé aux premiers tours des élections présidentielles de 1988, 1995 et 2002.

Les élections législatives qui suivent la présidentielle de 2012 confirment cette tendance à la hausse. Avec 7,6 % des inscrits (13,6 % des exprimés), le FN réalise certes une moins bonne performance qu'en 1993 et 1997. Mais, ces élections législatives n'étant pas couplées à une élection présidentielle, le FN y bénéficiait de la dynamique d'une élection de premier rang. À l'inverse, en 2012 comme en 1988, en 2002 et en 2007, l'élection législative intervient dans la foulée de l'élection présidentielle. Cette configuration ne semble guère favorable au FN, dont les électeurs potentiels peuvent être tentés de s'abstenir, de soutenir le président élu ou au contraire de voter « utile » en faveur des candidats de l'opposition. En tout état de cause, le résultat obtenu aux élections législatives de 2012 est le meilleur de cette série, et aboutit à l'élection de deux députés frontistes, Marion Maréchal-Le Pen et Gilbert Collard, à la faveur de triangulaires. On note que Jacques Bompard, dissident du FN et président de la Ligue du Sud, est également élu à Orange, en duel (voir figure 16).

Figure 16 : Évolution du vote FN aux principales élections entre 1984 et 2015  
(en % des inscrits)



Source : ministère de l'Intérieur et Laurent de Boissieu, *france-politique.fr*. Calculs de l'auteur.

Les élections intermédiaires qui ponctuent la première moitié du quinquennat de François Hollande permettent au parti de Marine Le Pen de renforcer son audience électorale de manière significative. Lors du scrutin municipal de 2014, c'est d'abord la présence du Front qui progresse : le FN présente des listes dans 583 communes de plus de 1 000 habitants, un record. La comparaison est toutefois rendue difficile par le fait qu'aux élections précédentes, le scrutin de liste ne s'appliquait qu'aux communes de plus de 3 500 habitants. Dans les grandes villes, le FN revient à peu près à son niveau de 1995, avant la scission mégrétiste qui l'a privé de nombre de ses cadres et militants. Le parti l'emporte toutefois bien plus souvent qu'en 1995, où il avait conquis trois mairies, celles de Toulon, Orange et Marignane. Cette fois-ci, c'est dans une petite dizaine de communes, majoritairement dans le Midi méditerranéen (de Béziers à Fréjus), mais aussi dans le fief personnel de Marine Le Pen d'Hénin-Beaumont (mais sans Marine Le Pen) ou encore à Hayange, en Moselle, que les candidats frontistes l'emportent. De plus, le FN a bénéficié d'un relais médiatique extrêmement important, le plaçant au centre de la couverture de la campagne. Si les résultats obtenus, dans les grandes villes en tout cas, dépassent de peu ceux recueillis en 1995<sup>3</sup>, ils traduisent clairement le mouvement ascensionnel dont le Front bénéficie depuis 2011.

Les élections européennes de mai 2014, quelques semaines après les municipales, confirment la bonne santé électorale du FN. Plus encore peut-être que lors des municipales, ce dernier bénéficie d'un cadrage médiatique extrêmement favorable, faisant de son score et de son rang d'arrivée le premier enjeu du scrutin. Ainsi, dès le 9 octobre 2013, soit plus de sept mois avant le scrutin, le *Nouvel Observateur* fait sa une sur un sondage réalisé par l'IFOP annonçant le FN en tête à 24 % aux européennes<sup>4</sup>. La prévision, bien que parfois présentée comme irréaliste lors de sa publication, s'avère finalement assez juste : les listes frontistes recueillent finalement 24,8 % des suffrages exprimés, en tête du scrutin, devant l'UMP. Il s'agit, de loin, du meilleur score jamais enregistré par le FN à une élection au plan national, *a fortiori* à une élection européenne. Le parti d'extrême droite bénéficie certes d'une faible participation (relativement supérieure toutefois à celle de l'élection européenne de

<sup>3</sup> Florent Gougou et Simon Persico, « Municipales: non, le FN n'a pas "trionphé" au premier tour », *slate.fr*, 27 mars 2015.

<sup>4</sup> Sondage IFOP pour le *Nouvel Observateur* du 9 octobre 2013, disponible en ligne : [http://www.ifop.fr/?option=com\\_publication&type=poll&id=2355](http://www.ifop.fr/?option=com_publication&type=poll&id=2355).

2009), mais l'explication du score frontiste ne saurait se limiter au constat d'une mobilisation différentielle des électeurs (potentiellement) frontistes. Ainsi, dans 5 440 communes, le score des listes frontistes, rapporté aux inscrits, est supérieur à celui de Marine Le Pen lors de l'élection présidentielle de 2012<sup>5</sup>. Le FN parvient donc, lors d'une élection qui lui est structurellement défavorable du fait de la faible participation des citoyens les moins politisés, à conquérir de nouveaux électeurs.

Les élections départementales de 2015 constituent un nouveau test de cette tendance à la hausse du vote pour le FN. Là encore, il a été placé au centre du cadrage médiatique de la séquence électorale. Malgré la réforme du scrutin départemental, qui conduit désormais au renouvellement de l'ensemble des conseillers départementaux et complique la tâche du Front national, ce dernier parvient à présenter des candidats dans 1 912 cantons, soit 93 % du total, le taux de couverture le plus élevé de tous les partis politiques en lice, les autres grands partis « sous-traitant » certains cantons à leurs alliés. Les résultats obtenus au premier tour (12,04 % des inscrits, 25,24 % des exprimés – soit 26,25 % dans les seuls cantons où le FN était présent) témoignent de sa capacité à rassembler une proportion importante d'électeurs, y compris lors d'élections locales, dont l'enjeu avait été, il est vrai, largement nationalisé, la stratégie de Manuel Valls consistant notamment à polariser la campagne autour du Front national.

### *Un rééquilibrage entre élection présidentielle et élections intermédiaires ?*

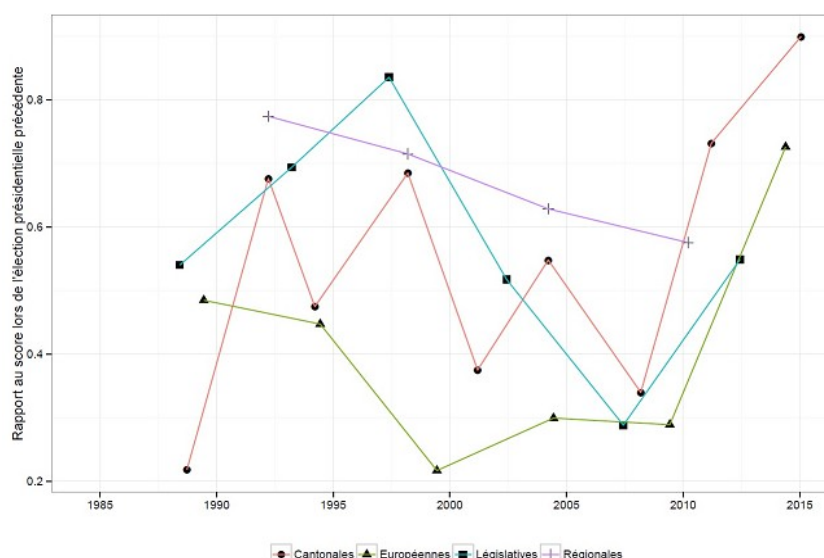
Ces résultats conduisent à se demander si le rapport entre élection présidentielle et élections intermédiaires ne s'est pas inversé pour le FN. Historiquement, ses scores ont toujours été meilleurs à l'élection présidentielle, tirés par la notoriété de Jean-Marie Le Pen – et aussi probablement parce que, tendanciellement, les électeurs susceptibles de voter FN sont plus abstentionnistes que la moyenne, cet écart diminuant lors de l'élection présidentielle, la plus mobilisatrice<sup>6</sup>. Les résultats des autres scrutins ont généralement été inférieurs, tant rapportés aux inscrits qu'aux exprimés. La seule exception observée fut celle des élections régionales de 1998, à l'occasion desquelles le FN égala, avec 15 % des suffrages exprimés, le score de Jean-Marie Le Pen lors de l'élection présidentielle précédente. Qu'en est-il depuis 2011 ?

Figure 17 : Rapport entre le score du FN à une élection et son score au premier tour de l'élection présidentielle précédente (en % des inscrits)

---

<sup>5</sup> Voir Joël Gombin, « Vote FN aux européennes : une nouvelle assise électorale ? », note de l'Observatoire des radicalités politiques, 9, Fondation Jean-Jaurès, 2014.

<sup>6</sup> Céline Braconnier et Jean-Yves Dormagen, *La Démocratie de l'abstention : aux origines de la démobilisation en milieu populaire*, Paris, Gallimard, 2007.



Source : ministère de l'Intérieur et Laurent de Boissieu, france-politique.fr. Calculs de l'auteur. Note de lecture : lors des élections départementales de 2015, le score du FN correspond à 90 % – soit un ratio de 0,9 – du score de Marine Le Pen lors de l'élection présidentielle de 2012.

La figure 17 permet de rapporter le score du FN à chaque élection à celui qu'il a réalisé lors de l'élection présidentielle précédente. Incontestablement, depuis 2011 inclus, les élections intermédiaires ne se caractérisent plus par des résultats en retrait ; au contraire, elles marquent des moments de forte mobilisation en faveur de ce parti, comme le confirment les bons scores obtenus par le FN à nombre d'élections partielles intervenues depuis 2011. Plusieurs pistes d'interprétation de ce phénomène sont possibles, sans que l'on puisse trancher de manière définitive entre elles, ni que ces pistes soient mutuellement exclusives.

En premier lieu, il est possible que l'orientation de la courbe corresponde à une augmentation du potentiel de vote pour le FN. On peut ainsi y voir les signes précurseurs d'une hausse significative du score présidentiel de Marine Le Pen en 2017 comparé à celui de 2012. *A contrario*, on pourrait penser que ce score de 2012 ne correspondait pas au potentiel réel du FN, compte tenu de la campagne très droitière menée par Nicolas Sarkozy, qui, s'il ne parvint pas à rééditer sa performance de 2007 en termes de siphonnage du vote FN<sup>7</sup>, chercha néanmoins clairement à concurrencer Marine Le Pen. Cette hypothèse est cohérente avec l'observation précédente selon laquelle, aux élections européennes comme aux départementales, les scores du FN rapportés aux inscrits progressent dans un nombre non négligeable de communes (7 969 communes lors des élections départementales) par rapport à la présidentielle. La deuxième hypothèse est celle d'une fidélisation accrue de cet électorat. Patrick Lehingue avait naguère souligné la grande volatilité, d'un vote à l'autre, des électeurs du FN<sup>8</sup>. Rien n'indique que cette volatilité se soit maintenue, il semble même plausible qu'elle ait diminué. Cette éventuelle fidélisation pourrait elle-même relever de deux logiques distinctes. Soit un plus grand nombre d'électeurs manifesteraient une « identification politique » au FN, au sens que les chercheurs de Michigan ont donné à ce terme<sup>9</sup>. Or les données dont nous disposons ne confortent guère cette piste : dans les enquêtes

<sup>7</sup> Nonna Mayer, « Comment Nicolas Sarkozy a rétréci l'électorat Le Pen », *Revue française de science politique*, 57 (3), 2007, p. 429-445.

<sup>8</sup> Patrick Lehingue, « L'objectivation scientifique des électorats : que savons-nous des électeurs du Front national ? », dans Jacques Lagroye (dir.), *La Politisation*, Paris, Belin, 2003, p. 247-278.

<sup>9</sup> Angus Campbell, Philip E. Converse, Warren Edward Miller et Donald Stokes, *The American Voter*, New York (N. Y.), John Wiley and sons, 1960.

académiques, la part des électeurs FN se déclarant proche du FN demeure minoritaire<sup>10</sup>. Soit la stratégie affichée d'implantation et de formation des candidats frontistes porterait ses fruits. Cette explication ne saurait toutefois être que partielle : si, dans les territoires où le FN est particulièrement bien implanté (par exemple les communes qu'il dirige), il tend à bénéficier d'une prime électorale, ailleurs, des candidats sans aucune implantation locale obtiennent également d'excellents scores. L'hypothèse la plus vraisemblable reste donc que les très bons scores observés lors des élections intermédiaires depuis 2011 traduisent une augmentation tendancielle du potentiel électoral du Front national.

## Les points cardinaux du vote FN

Si le niveau électoral du FN monte, qu'en est-il de l'évolution de la structure géographique de ses soutiens ? L'opposition entre une France de l'Est et une France de l'Ouest demeure pertinente, mais l'on observe aussi un rééquilibrage entre le Nord et le Sud.

### *France de l'Est contre France de l'Ouest*

La structure géographique globale du vote FN n'a que peu changé depuis son émergence en 1984. Elle oppose deux France, l'une à l'est d'une ligne Cherbourg-Roanne-Perpignan, plus favorable au Front national, l'autre à l'ouest de cette ligne, où ses scores sont nettement plus faibles. La figure 18 permet de visualiser les champs de force<sup>11</sup> du vote FN sur la période s'étendant de 1992 à 2015<sup>12</sup>. On y repère très nettement le littoral méditerranéen et le sillon rhodanien, l'axe Narbonne-Bordeaux, la région lyonnaise, ainsi qu'un grand quart nord-est de la France, de la pointe du Cotentin à la Franche-Comté en passant par Orléans. Seul Paris et sa région apparaissent en négatif sur cette carte.

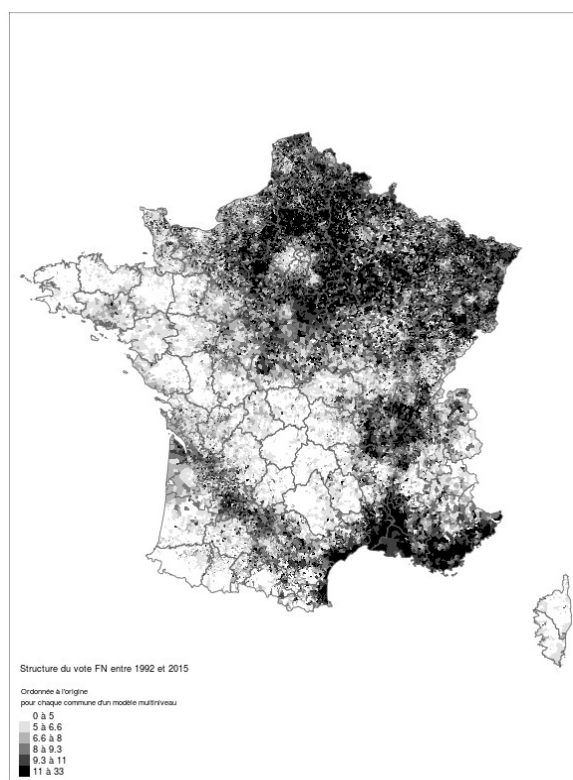
Figure 18 : Les champs de force du vote pour le Front national sur la période allant de 1992 à 2015.

---

<sup>10</sup> Dans l'enquête postélectorale « French electoral study » menée par le CEE lors de l'élection présidentielle de 2012, environ 41 % des enquêtés déclarant avoir voté pour Marine Le Pen disent également se sentir proches du FN. À titre d'exemple, la proportion correspondante est de 75 % pour Nicolas Sarkozy et l'UMP. Je remercie Nicolas Sauger pour la mise à disposition des données de cette enquête. Mais il faut comparer aux électeurs Le Pen avant car le chiffre fluctue : en 1988 et 1995, la proportion d'électeurs Le Pen proches du FN est d'un tiers, en 1997 il atteint la moitié (Nonna Mayer, *Ces Français qui votent Le Pen*, Paris, Flammarion, 2002, p. 212), en 2002 de nouveau un tiers selon le Panel Electoral Français 2002 (enquête postélectorale du Cevipof).

<sup>11</sup> Au sens donné à ce terme par Frédéric Bon et Jean Paul Cheylan, *La France qui vote*, Paris, Hachette, 1988.

<sup>12</sup> Les résultats électoraux au niveau communal ne sont pas disponibles avant 1992. Les valeurs représentées ont été calculées en estimant, sur la base de tous les résultats obtenus par le FN par commune depuis 1992, un modèle multiniveau avec des ordonnées à l'origine (c'est-à-dire des valeurs moyennes, toutes choses égales par ailleurs) modélisées pour chaque commune et pour chaque élection. Ici, ce sont les ordonnées à l'origine pour chaque commune qui sont représentées. Cela revient à calculer la moyenne par commune de tous les résultats obtenus sur la période (le coefficient de corrélation entre les deux estimations est supérieur à 0,99), ou encore, comme le font Bon et Cheylan, à utiliser les coordonnées des communes sur la première composante principale d'une analyse en composantes principales (ACP) (coefficient de corrélation supérieur à 0,95). Sur la modélisation multiniveau, voir Joël Gombin, « Contextualiser sans faire de l'espace un facteur autonome. La modélisation multiniveau comme lieu de rencontre entre sociologie et géographie électorales », *L'Espace politique* [en ligne], 23, 2014.



Source : ministère de l'Intérieur, OpenStreetMap.org et ses contributeurs. Réalisation : Joël Gombin. Discrétisation<sup>13</sup> selon la méthode des quantiles.

Sur la période considérée, qui couvre plus de vingt ans, cette carte résume bien la géographie électorale du Front national. Une analyse multiniveau<sup>14</sup> montre que les variations des résultats du FN observées sur l'ensemble des élections présidentielles, législatives, européennes, régionales et cantonales entre 1992 et 2015 sont liées essentiellement à trois facteurs. Le premier, qui vaut pour la moitié environ de la variance observée, correspond au *swing*, c'est-à-dire aux variations du niveau électoral du FN d'une élection à l'autre. Le second, qui explique un quart de la variance, tient à la permanence de la structure géographique de ce vote représentée sur la figure 18. Le troisième, qui rend compte du dernier quart de la variance, correspond aux écarts par rapport à cette structure. Autrement dit, la structure géographique, alliée aux variations de niveau propres à chaque élection, explique trois quarts des variations observées. Cela confirme la grande stabilité de l'implantation électorale du FN, que les variations de niveau affectent peu.

### *Un rééquilibrage Nord-Sud ?*

La structure macro-géographique du vote FN n'est pas pour autant totalement stable. Certaines évolutions régionales peuvent être relevées. La figure 19 permet de les quantifier en calculant, pour chaque commune, la

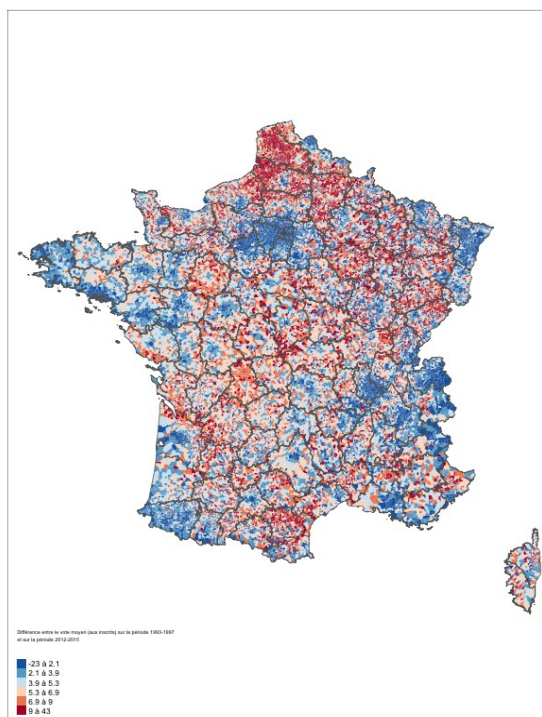
<sup>13</sup> La discrétisation est le découpage de données en classes homogènes, ici des quantiles. Les valeurs pour chaque commune sont regroupées en six quantiles, c'est-à-dire six classes regroupant un nombre équivalent d'observations.

<sup>14</sup> Il s'agit du modèle multiniveau présenté dans l'avant-dernière note et utilisé pour la figure 18.



différence entre le vote FN moyen sur la période 1993-1997 (à l'exception des cantonales de 1994<sup>15</sup>) et sur la période 2012-2015.

Figure 19 : Différence entre le vote FN moyen sur la période 1993-1997  
(à l'exception des cantonales de 1994) et sur la période 2012-2015



Source : ministère de l'Intérieur, OpenStreetMap.org et ses contributeurs. Réalisation : Joël Gombin. Discretisation selon la méthode des quantiles.

Le FN connaît un recul relatif dans ses pôles traditionnels d'influence (Île-de-France, Rhône-Alpes, littoral méditerranéen de l'embouchure du Rhône à Menton, Alsace). Mais sa progression est également inférieure à la moyenne dans des zones où il était moins puissant dans les années 1980 et 1990 (Ouest, Pyrénées-Atlantiques, Landes, Gironde). Dans le même temps, le FN progresse davantage dans un quadrilatère nord-est de la France, allant de la Haute-Normandie à la Franche-Comté et de la pointe nord du pays à Sarreguemines. Les seules taches qui ressortent sur la figure 19 sont les capitales régionales (Amiens, Reims, Lille et Metz). Le vote frontiste se renforce également dans certaines zones rurales du Sud-Ouest ou encore dans la totalité de la Sarthe à l'exception du Mans.

Cette évolution renvoie au moins à deux logiques. Elle correspond d'abord à ce que l'on sait de l'évolution de la sociologie électorale du Front national. La pénétration électorale du FN au sein des classes populaires, et notamment des ouvriers, s'est accrue sur la période considérée. Or, la répartition spatiale des ouvriers recoupe assez largement un clivage Nord-Sud, leurs effectifs étant plus nombreux dans le Nord. À l'échelle communale, on observe une corrélation faible mais significative ( $R = 0,15$ ) entre la proportion d'ouvriers et l'évolution du

<sup>15</sup> Pour lesquelles seule la moitié des cantons est renouvelée, et qui induirait une dissymétrie de structure avec la période 2012-2015.



vote FN moyen entre 1993-1997 et 2012-2015. Par ailleurs, le lecteur fêru de géographie aura peut-être reconnu dans les territoires égrenés un certain nombre d'anciens fiefs de la pratique catholique. De fait, il existe une corrélation négative ( $R = -0,38$ ) entre la pratique catholique (des ruraux uniquement) telle qu'elle était mesurée par les enquêtes du chanoine Boulard<sup>16</sup> et l'évolution du FN sur la période considérée. Faut-il y voir les effets d'un « catholicisme zombie<sup>17</sup> », les « valeurs organisatrices du catholicisme » continuant à exercer une influence sur les comportements politiques ? On peut en douter, tant on voit mal quels mécanismes concrets assureraient cette médiation. De plus, les données Boulard étaient très imparfaites et ne concernaient qu'une France rurale qui a quasiment disparu en l'état. On avancera ici une hypothèse alternative : les bastions du catholicisme de la France des années 1950 et 1960 étaient aussi ceux d'une droite chrétienne-démocrate, puis gaulliste<sup>18</sup>, dont l'implantation et l'ancrage social étaient forts et anciens. Dans ces territoires, la progression du FN a pu se heurter à une résistance de la droite traditionnelle. À l'inverse, dans des territoires historiquement ancrés à gauche et/ou caractérisés, après 1962, par le poids d'une droite non gaulliste prenant appui essentiellement sur le ressentiment à l'égard du règlement de la guerre d'Algérie, le champ était libre pour une progression plus importante.

On peut toutefois s'interroger sur les rapports contemporains entre la répartition spatiale des identifications religieuses et du vote FN. Il n'existe malheureusement plus de données comparables à celles du chanoine Boulard sur la pratique catholique. Mais certains instituts de sondage ont produit des estimations de l'identification religieuse, à défaut de la pratique, dans chaque département. Il ressort de ces estimations que le lien se fait moins entre identification au catholicisme et évolution du vote FN qu'entre identification à d'autres religions (dont l'islam serait la principale) et évolution du vote FN. Ainsi, on relève une forte corrélation négative entre la proportion des habitants d'un département qui s'identifie à une autre religion qu'au catholicisme et l'évolution du vote FN sur la période concernée ( $R = -0,58$ )<sup>19</sup>. Des analyses plus poussées seraient nécessaires pour interpréter plus finement ces résultats. On peut néanmoins formuler deux hypothèses. Au cours des vingt dernières années, de nombreux jeunes adultes français de culture ou de confession musulmane sont devenus électeurs. Or ceux-ci votent beaucoup moins souvent pour le FN que la moyenne des Français<sup>20</sup>. D'autre part, il est possible également qu'un mouvement de ségrégation accrue à l'encontre des classes populaires issues de l'immigration nord-africaine, africaine ou turque<sup>21</sup>, accroisse l'association spatiale (négative) entre identification à la religion musulmane et vote FN. Soulignons que, sur la période, la rhétorique islamophobe frontiste s'est très nettement affirmée<sup>22</sup>.

<sup>16</sup> François-André Isambert et Jean-Paul Terrenoire, *Atlas de la pratique religieuse des catholiques en France*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, Éditions du CNRS, 1980.

<sup>17</sup> Hervé Le Bras et Emmanuel Todd, *Le Mystère français*, Paris, Seuil, 2013.

<sup>18</sup> François Goguel, « L'élection présidentielle française de décembre 1965 », *Revue française de science politique*, 16 (2), 1966, p. 221-254.

<sup>19</sup> Données issues d'un cumul d'enquêtes réalisées par téléphone par l'institut CSA au premier semestre 2012 (notice méthodologique consultable : <http://www.csa.eu/multimedia/data/etudes/etudes/etu20130329-note-d-analyse-csa-decrypte-mars-2013.pdf>). Je remercie Yves-Marie Cann, de l'institut CSA, qui a bien voulu me communiquer ces chiffres.

<sup>20</sup> Sylvain Brouard et Vincent Tiberj, *Français comme les autres ? Enquête sur les citoyens d'origine maghrébine, africaine et turque*, Paris, Presses de Sciences Po, 2005. Voir également le chapitre 18 de cet ouvrage.

<sup>21</sup> Parmi les travaux d'Antoine Jardin sur cette question, voir notamment « Le vote intermittent. Comment les ségrégations urbaines influencent-elles les comportements électoraux en Ile-de-France? », *L'Espace Politique* [revue en ligne], 23, 2014.

<sup>22</sup> Cécile Alduy et Stéphane Wahnich, *Marine Le Pen prise aux mots...*, op. cit.

## *Le poids de la géographie des inégalités ?*

La géographie du vote FN, au plan régional, est aussi fortement liée à la géographie des inégalités sociales<sup>23</sup>. Cette relation est toutefois complexe et ambivalente. D'un côté, les inégalités de revenu, mesurées à l'échelle des aires urbaines, sont corrélées positivement avec les votes FN, dans la période 1993-1997 comme dans la période 2012-2015, avec à peu près la même intensité ( $R = 0,36$  et  $0,38$  respectivement<sup>24</sup>). Les aires urbaines les plus inégalitaires sont ainsi celles où le vote FN est le plus élevé. À l'échelle départementale cependant, cette corrélation disparaît<sup>25</sup>, quelle que soit la période considérée. En revanche, la corrélation entre l'évolution du niveau moyen du FN entre 1993-1997 et 2012-2015 et le coefficient de Gini<sup>26</sup> des revenus disponibles, à l'échelle départementale, est forte et négative ( $R = -0,51$ , et  $-0,29$  si l'on enlève Paris et les Hauts-de-Seine). Une analyse de régression multiple confirme que cette influence subsiste si l'on prend en compte la variable religieuse, qu'il s'agisse de la pratique catholique dans les années 1960 ou de l'identification religieuse aujourd'hui. Ainsi, le vote FN a d'autant plus progressé entre le milieu des années 1990 et la période 2012-2015 qu'un département est égalitaire en termes de revenu et peu touché par la présence de religions minoritaires<sup>27</sup>. Ce résultat, qui peut sembler paradoxal, illustre la nécessité de prendre en compte le caractère multiscalaire des inégalités, soit leur variation selon le territoire considéré. Un des problèmes est celui des inégalités entre les villes et les zones rurales. Celles-ci sont saisies si l'on mesure les inégalités à l'échelle du département, elles ne le sont pas si l'on se contente de considérer les aires urbaines. Les rapports entre inégalités et vote FN restent à l'évidence à analyser plus finement.

## Front des villes et Front des champs

Sur la moyenne durée, l'ancrage urbain du vote en faveur du FN diminue. Dès 1995, le vote FN s'amplifie dans des territoires périphériques, même si l'on ne saurait réduire l'explication de ce comportement électoral à ce seul facteur.

## *La fin du Front des villes ?*

---

<sup>23</sup> Pour des analyses plus détaillées, voir Joël Gombin et Jean Rivière, « Éléments quantitatifs sur la dimension spatiale des effets électoraux des inégalités sociales dans les mondes périurbains français (2007-2012) », communication présentée à la session conjointe des RT 5 et 9, « Espaces périurbains: une forme urbaine spécifique, des parcours de promotion, domination ou déclassement? », Congrès de l'Association française de sociologie, Nantes, 2-5 septembre 2013 ; et Joël Gombin, « Contextualiser sans faire de l'espace un facteur autonome... », art. cité ; Le Bras traite également de cette question dans son *Atlas des inégalités : les Français face à la crise*, Paris, Autrement, 2014.

<sup>24</sup> Source des données sur les inégalités de revenu : dispositif « Revenus disponibles localisés » 2011, Insee.

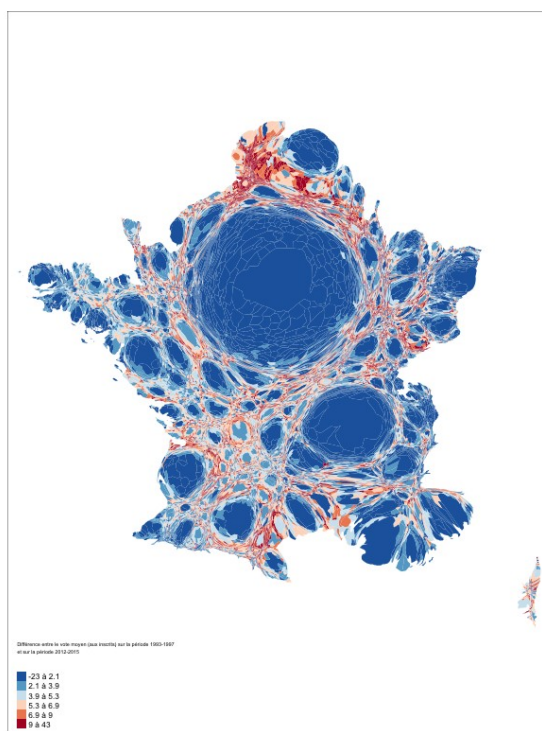
<sup>25</sup> Une corrélation négative apparaît, mais uniquement du fait de deux « outliers » dont l'indice de Gini est particulièrement élevé et le vote FN particulièrement faible, Paris et les Hauts-de-Seine. Si on enlève ces départements, il ne subsiste plus de corrélation statistiquement significative.

<sup>26</sup> Le coefficient de Gini mesure le degré d'inégalité dans la répartition des revenus. Il est égal à 0 lorsque tous les individus disposent du même revenu, et à 1 lorsqu'un seul individu accapare l'ensemble des revenus.

<sup>27</sup> Au sens de distinctes du catholicisme, religion historiquement dominante en France.

Les médias ont souvent mis l'accent, sous l'influence des travaux de Jacques Lévy<sup>28</sup> et plus encore de Christophe Guilluy<sup>29</sup>, sur le « gradient d'urbanité<sup>30</sup> » comme facteur déterminant du vote FN. Celui-ci serait devenu principalement le fait des communes périurbaines ou de la « France périphérique ». Incontestablement, par rapport à la première moitié des années 1990, le vote FN est plus présent dans les périphéries des aires urbaines. La figure 20 permet de visualiser les mêmes données que la figure 19, c'est-à-dire la différence entre le score moyen du FN sur la période 1993-1997 et sur la période 2012-2015. Mais cette carte est en « anamorphose », c'est-à-dire que la superficie de chaque commune est proportionnelle à sa population. Cette déformation montre à quel point l'évolution a été différente au centre des aires urbaines, dans les villes-centre et leur banlieue, et à leurs marges, et ce au-delà des effets régionaux. Dans les centres urbains, le vote FN a régressé ou enregistré une progression inférieure à la moyenne. À l'inverse, dans les interstices entre les pôles urbains, le vote FN progresse généralement plus que la moyenne.

Figure 20 : Différence entre le score moyen du FN sur la période 1993-1997 et sur la période 2012-2015



Source : ministère de l'Intérieur, OpenStreetMap.org et ses contributeurs. Réalisation : Joël Gombin. Création du fonds de carte : logiciel ScapeToad. Carte en anamorphose : la surface des communes est déformée afin d'être proportionnelle à la population de la commune. Discretisation selon la méthode des quantiles.

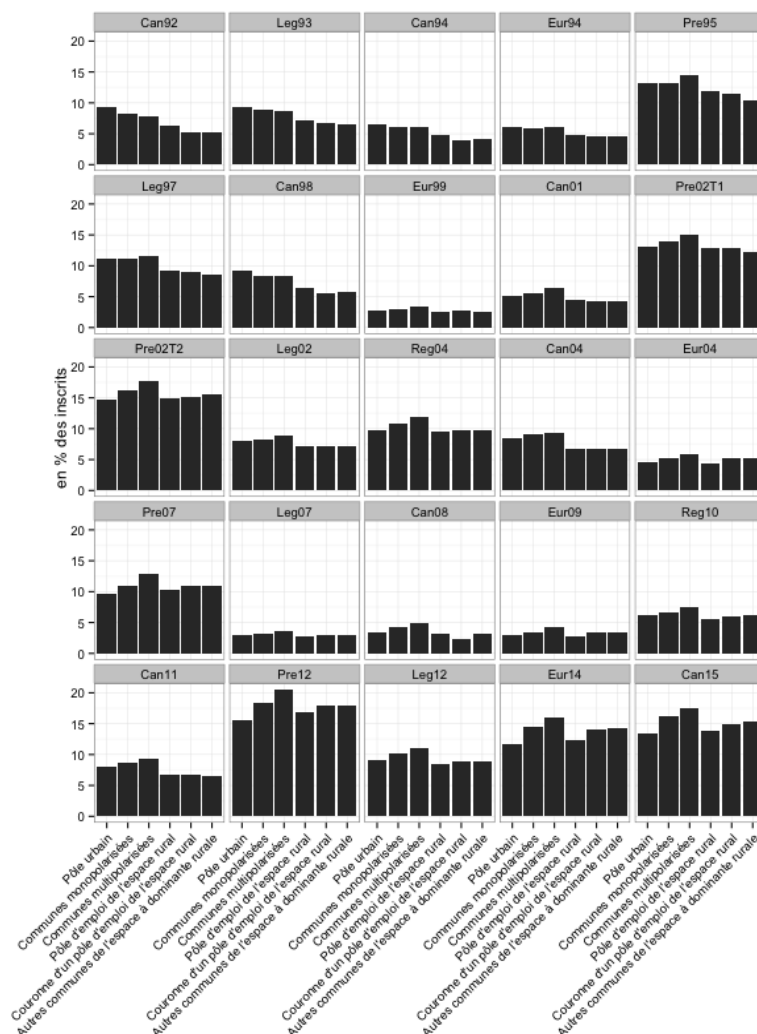
<sup>28</sup> Jacques Lévy, « Vote et gradient d'urbanité. L'autre surprise du 21 avril », *EspacesTemps.net*, juin 2003 ; Dominique Andrieu et Jacques Lévy, « L'archipel français. Les votes de 2007, indicateurs d'une nouvelle configuration de l'espace français », *EspacesTemps.net*, juillet 2007.

<sup>29</sup> Christophe Guilluy, *Fractures françaises*, François Bourin Éditeur, 2010 ; Christophe Guilluy, *La France périphérique. Comment on a sacrifié les classes populaires*, Paris, Flammarion, 2014.

<sup>30</sup> La notion de gradient d'urbanité renvoie au caractère plus ou moins urbain des différents territoires. Elle est opérationnalisée de manière différente selon les chercheurs, soit au travers du recours à la distinction entre centres urbains et couronnes périurbaines (Jacques Lévy, « Vote et gradient d'urbanité. L'autre surprise du 21 avril », *EspacesTemps.net*, juin 2003), soit au travers de la distance au centre-ville (Loïc Ravenel, Pascal Buléon et Jérôme Fourquet, « Vote et gradient d'urbanité: les nouveaux territoires des élections présidentielles de 2002 », *Espace, populations, sociétés*, 21 (3), 2003, p. 469-482).

Il convient toutefois de nuancer l'importance de ce facteur. D'abord, l'examen du vote FN dans chaque type de commune distingué par l'Insee (voir figure 21) laisse apparaître que, dès l'élection présidentielle de 1995, le vote frontiste est plus élevé dans les communes périurbaines (en particulier multipolarisées, c'est-à-dire les plus éloignées des centres des aires urbaines) que dans les centres. Le phénomène s'amplifie par la suite, mais d'une manière progressive, et avec une intensité plus marquée lors des scrutins de plus haute intensité électorale. Ensuite, on constate que dans les zones rurales (au sein desquelles l'Insee distingue entre les « pôles d'emploi de l'espace rural », leur couronne et les autres communes – autrefois appelées « rural isolé »), le vote FN est moins élevé que dans les communes périurbaines. Cela conduit à relativiser la notion de « France périphérique ». En réalité, le vote FN demeure bien marqué par un rapport à l'urbanité. C'est dans les franges urbaines, et non en dehors des villes, qu'il s'avère le plus élevé. Le FN n'est donc pas tant « sorti des villes » que déplacé du centre vers la périphérie des aires urbaines. Les mondes ruraux sont, eux, marqués par une importante hétérogénéité de leur rapport au vote FN.

Figure 21 : Score moyen du FN, en % des inscrits, en fonction de la nomenclature ZAUER 1999 (Insee)  
des communes, pour chacun des scrutins de 1992 à 2015



Source : ministère de l'Intérieur, INSEE. Calculs et réalisation : Joël Gombin. Note de lecture : Lors de l'élection présidentielle de 2012, le vote FN s'établissait légèrement au-dessus de 20 % dans les communes périurbaines multipolarisées, contre un peu plus de 15 % dans les pôles urbains.

## Conclusion : un discours frontiste qui s'adapte aux évolutions électorales

La géographie urbaine n'éclaire que partiellement le vote FN, et elle reste intimement liée à la sociologie des territoires concernés. Si l'on tient compte de la composition socioprofessionnelle des communes, l'opposition la plus forte n'est plus entre les centres urbains et leur couronne périurbaine, mais entre les communes périurbaines et les communes rurales<sup>31</sup>. La ligne de fracture passe plus au sein des « France périphériques », éloignées des centres des métropoles connectées à la mondialisation, qu'entre ces dernières et les territoires qui n'en relèvent pas. En tout état de cause, cette dynamique s'inscrit dans le long terme. Elle a débuté avant que les chercheurs ne la décèlent, et *a fortiori* bien avant que le débat public ne s'en saisisse. En ce domaine, comme en beaucoup d'autres, l'arrivée de Marine Le Pen à la tête du Front national ne marque pas de rupture. C'est plutôt la présidente du FN qui adapte le discours du FN à une réalité électorale qui lui préexiste. Notons enfin que, lors des élections européennes de 2014 comme lors des départementales de 2015, le parti lepéniste a connu des progressions significatives dans de nombreux centres urbains<sup>32</sup>. Dans un contexte de faible participation électorale, ce retour du FN dans les villes pourrait indiquer une pénétration accrue du vote FN dans le milieu des entreprises, tant chez les petits patrons que les cadres supérieurs. On peut y voir le signe d'une radicalisation d'une partie du « bloc des droites » habituellement plus enclin à voter pour l'UMP, un peu sur le modèle du vote FN des années 1984-1986<sup>33</sup>.

La géographie électorale d'un parti se transforme sur le temps long. Celle du Front national est caractérisée, depuis ses premiers succès en 1984, par une grande stabilité. Les évolutions, bien réelles, qu'elle a cependant connues s'inscrivent dans la longue durée et semblent relativement peu sensibles à la conjoncture politique de court terme. Le niveau du vote FN a incontestablement atteint un nouveau palier à partir de 2011, durablement supérieur à celui observé antérieurement. Pour autant, la structure géographique de ce vote ne semble pas fondamentalement modifiée. Tout se passe comme si la pénétration du vote FN avait augmenté dans tous les groupes sociaux et dans tous les territoires, mais de manière inégale. Le *storytelling* de la dédramatisation tenu par les représentants du FN tire une partie de son efficacité de son adéquation apparente avec ces évolutions.

---

<sup>31</sup> Des modèles de régression multiniveau sans, puis avec, la composition socioprofessionnelle de la population ont été estimés afin de vérifier cette affirmation. L'auteur tient les données, le code source et les résultats à disposition.

<sup>32</sup> Joël Gombin, *Vote FN aux européennes : une nouvelle assise électorale ?*, *op. cit.*

<sup>33</sup> Voir par exemple Nonna Mayer, « De Passy à Barbès : deux visages du vote Le Pen à Paris », *Revue française de science politique*, 37 (6), 1987, p. 891-906.